

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 25 AVRIL 2007

WOENSDAG 25 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 06 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Benoît Drèze au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les observations de la Cour des comptes relatives au deuxième ajustement du budget 2007 en matière de sécurité sociale" (n° 15069)

01.01 Benoît Drèze (cdH) : Dans le cadre de son examen des comptes de l'ajustement du budget général des dépenses 2007, la Cour des comptes observe que les crédits inscrits à l'allocation de base 55.22.34.06 (paiement des allocations aux handicapés) passent de 1.388,4 millions d'euros à 1.391,1 millions d'euros, sur la base de prévisions basées sur la croissance observée en 2006, et que cette approche historique doit être complétée par la prise en compte des évolutions récentes en matière de flux de dossiers et de délais de traitement des demandes. Les retards ne peuvent être absorbés par cette seule augmentation.

Comment réagissez-vous à ces observations ? Comptez-vous prendre des dispositions afin de résorber l'arriéré et améliorer le délai de traitement des demandes ? Sinon, faut-il y voir une volonté politique de réaliser ainsi des économies budgétaires ?

01.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : La Cour a fait la même observation en novembre 2006. Cependant, le nombre élevé de demandes, dont s'inquiète la Cour, ne préjuge en rien de leur bien-fondé ni de leur importance financière. De plus, les nouvelles procédures permettent un meilleur contrôle, qui se traduit par un plus grand nombre de réductions ou de rejets. En outre, les crédits de 2006 qui, n'ayant pas été utilisés, ont été reportés à 2007, se chiffrent à 65 millions d'euros.

J'ai pu exposer au Sénat le 21 mars dernier les mesures mises en place pour réduire le délai de traitement des dossiers : modernisation et simplification des démarches via Communit-e et décision médicale sur pièces, notamment. Par un amendement que j'ai proposé à la loi du 27 février 1987, relative aux allocations aux personnes handicapées, au 1^{er} janvier 2008, le délai légal d'instruction sera réduit à sept mois et au 1^{er} janvier 2009, à six mois. Il n'y a pas de volonté d'économie budgétaire, car tout dépassement du délai légal entraîne le paiement d'intérêts moratoires.

01.03 Benoît Drèze (cdH) : Si je vous ai bien compris, quand les dossiers sont traités plus rapidement, on résorbe un peu l'arriéré et cela coûte plus cher mais, en même temps, il y a davantage de rejets et de réductions, ce qui coûte moins cher.

01.04 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : Une chose est sûre : nous mettons tous les moyens en place pour pouvoir réduire le délai de traitement des dossiers avec un contrôle et des moyens plus accrus en termes de traitement des dossiers. Il ne s'agit pas d'un problème de financement.

01.05 Benoît Drèze (cdH) : Nous resterons vigilants quant au traitement aussi rapide que possible des dossiers.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14824 de Mme D'hondt a été retirée. La question n° 15118 de Mme Galant a été transformée en question écrite.

02 Question de M. Roel Deseyn au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement des interventions dentaires nécessaires sur le plan médical" (n° 15140)

02.01 Roel Deseyn (CD&V) : Lorsqu'il est impossible de procéder au remplacement d'une dent par une intervention de chirurgie dentaire ou d'orthodontie, il convient de recourir aux implants.

La pose d'un implant n'est pas remboursée parce qu'on considère que les opérations de chirurgie esthétique ne sont pas nécessaires. Toutefois, il arrive qu'elles le soient pour des raisons médicales. Malgré des soins de qualité et un suivi des avis de prévention, il peut y avoir une perte osseuse extrêmement importante de sorte que la pose d'une prothèse est impossible. Pour les patients se trouvant dans ce cas, il conviendrait de rembourser les prothèses implanto-portées amovibles, comme c'est déjà le cas aux Pays-Bas.

Le ministre est-il informé de cette situation ? Les implants pourraient-ils être remboursés s'ils constituent l'unique solution médicale ? Le ministre est-il disposé à s'engager à faire en sorte que ces implants soient remboursables ?

02.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Actuellement, une intervention est déjà prévue pour les implants dentaires posés par un stomatologiste mais uniquement sous des conditions médicales présentant un certain degré de gravité. Seuls les patients affectés d'une malformation congénitale ou d'une mutilation grave résultant d'un traumatisme ou d'une tumeur entrent en considération. Pour les prothèses amovibles, aucune intervention n'est prévue provisoirement. Dès 2003, d'aucuns avaient préconisé de prévoir une intervention pour la pose d'implants dans la région du menton afin d'ancrer une prothèse totale amovible. Ce traitement a été retenu dans la liste de besoins de 2008 mais tout dépendra des possibilités budgétaires offertes par le budget de 2008.

02.03 Roel Deseyn (CD&V) : Une partie des frais pourrait déjà être récupérée pour les tumeurs et les malformations congénitales. Les patients atteints de perte osseuse extrême sont confrontés à des lourdes contraintes physiques et sociales. Vu la modicité de l'incidence budgétaire et le fait que les praticiens de l'art dentaire ont eux-mêmes placé cette opération sur la liste des besoins, je préconise d'octroyer une intervention, éventuellement encore cette année.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 15154 de Mme Taelman est transformée en question écrite.

03 Question de Mme Greet van Gool au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'exercice d'une activité en tant que volontaire par une personne en incapacité de travail" (n° 15176)

03.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : En vertu de la modification apportée par la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires à l'article 100 §1^{er} de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, le volontariat n'est pas considéré comme un travail et peut donc être cumulé avec des indemnités pour incapacité de travail, à tout le moins pour autant que le médecin-conseil constate que l'activité volontaire est compatible avec l'état de santé général de l'intéressé. La question se pose toutefois de savoir si les volontaires peuvent également percevoir un défraiement.

Le défraiement octroyé à un volontaire peut-il être cumulé ou non avec le droit aux indemnités pour incapacité de travail ?

03.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : En effet, la loi sur les prestations d'assurances n'assimile pas les activités de volontariat à du travail. Si le médecin-conseil estime que l'exercice d'une activité de volontariat ne comporte aucun risque pour la santé, une personne en incapacité de travail peut l'effectuer et bénéficier de la compensation prévue par la loi, sans que cela ait une quelconque influence sur son indemnité.

Je demande au Service indemnités de l'INAMI de vérifier si cette disposition va effectivement être appliquée.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : La ministre confirme la compatibilité moyennant l'accord du médecin-conseil. L'octroi d'une indemnité empêche-t-il la personne déclarée en incapacité de travail d'exercer un travail comme volontaire ? La ministre peut-elle me faire savoir ce qu'il en est exactement par écrit, vu l'imminence de la fin de la législature ? Le sujet suscite de très nombreuses questions sur le terrain.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Colette Burgeon au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la demande de remboursement du Gardasil auprès de la Commission de remboursement des médicaments" (n° 15150)

04.01 Colette Burgeon (PS) : Le Gardasil, vaccin préventif contre le virus du papillome humain ou HPV, mis au point par les laboratoires Sanofi et Merck, a démontré en essais cliniques toute son efficacité.

Le 5 avril une demande de remboursement a été introduite par la firme auprès de l'INAMI.

Le 25 avril, cette même firme a introduit une demande auprès du ministère des Affaires économiques afin de fixer le prix du médicament. On attend l'avis du Conseil supérieur d'hygiène pour le mois de mai.

Dans quel délai la CRM statuera-t-elle pour le Gardasil ? Un remboursement à 100 % est-il envisageable pour les jeunes filles âgées de 9 à 26 ans, soit environ 553.000 personnes, sachant que le vaccin, pris en trois étapes, coûte 412,20 euros.

04.02 Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État (*en français*) : M. Demotte répond que le délai légal maximum entre l'introduction d'une demande d'accès au remboursement et la notification au demandeur est de 180 jours. Je ne peux pas préjuger des décisions qui seront prises par la CRM. Habituellement, le taux de remboursement accepté est de 75 %. La prise en charge du vaccin sera à discuter aussi avec les Communautés et les Régions, en charge des aspects de prévention.

04.03 Colette Burgeon (PS) : Il est important que les jeunes filles puissent avoir accès à ce vaccin qui représentera, à terme, une économie pour la sécurité sociale;

L'incident est clos.

05 Question de Mme Greta D'hondt au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les régularisations de pensions" (n° 14869)

05.01 Greta D'hondt (CD&V) : La question des pensions complémentaires des contractuels n'a manifestement pas été résolue sous ce gouvernement.

05.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en néerlandais*) : Des accords ont été conclus lors du Comité de concertation de ce matin en vue du lancement de la procédure de négociation.

05.03 Greta D'hondt (CD&V) : Le problème des régularisations en matière de pensions ne date pas d'hier. Certaines personnes constatent à la fin de leur carrière, lorsqu'elles reçoivent le calcul de leur pension, que les périodes qu'elles ont régularisées antérieurement par le paiement de cotisations propres ne leur ouvrent pas de droits de pension parce que leur carrière est, par exemple, déjà complète. Elles ont donc payé ces cotisations inutilement, ce qui n'est pas toujours bien accueilli. Le Service de médiation Pensions estime que ces cotisations doivent être remboursées mais l'administration adopte une attitude hésitante à cet égard.

Sur quel fondement juridique est basée la contestation entre l'administration et le service de médiation ? Le ministre peut-il accepter l'idée que les cotisations versées en trop soient reversées à l'ayant droit ?

05.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en néerlandais*) : L'article 7 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 ne

prévoit aucunement la possibilité de rembourser les cotisations de régularisation. Dans son rapport annuel 2005, le service de médiation Pensions recommande dès lors d'éventuellement adapter la réglementation en ce sens.

L'absence de fondement juridique de ce remboursement est probablement due au fait que les régularisations sont parfois effectuées jusqu'à trente ans avant l'âge normal de la pension. Il est, selon moi, quasi-impossible de procéder à une régularisation réaliste trente ans après sa date. Il n'est pas non plus possible de tenir compte des avantages fiscaux découlant de cette situation au fil de toutes ces années. Ces aspects fiscaux doivent en tout cas être examinés par le ministre des Finances.

Quiconque introduit une demande de régularisation est expressément averti que la régularisation n'entraînera pas forcément une augmentation du montant de la pension. Tout intéressé est donc informé qu'il s'agit d'un risque calculé lié au fait que les règles de calcul, les règles de cumul et l'unité de carrière ne permettent pas de prédire le résultat de cette opération à l'avance.

Je suis éventuellement prêt à remonter jusqu'au moment où la communication sur ce point était encore peu claire, mais dans ce cas, il faut d'abord résoudre les problèmes fiscaux.

05.05 Greta D'hondt (CD&V) : La régularisation n'est donc pas toujours synonyme de pension plus avantageuse mais, auparavant, ce n'était pas toujours aussi évident. Il convient d'examiner cette question.

Voici un autre exemple. Les personnes qui cumulent plusieurs carrières et qui paient donc plusieurs cotisations de pension, constatent ultérieurement que le montant qu'elles perçoivent est nettement inférieur à celui qu'elles prévoyaient.

Voici des défis de taille, eu égard au vieillissement de la population. Les gens ne doivent pas avoir l'impression que les cotisations de pension sont une sorte de loterie à laquelle il arrive parfois que l'on gagne. Pour inciter les gens à rester actifs longtemps, il faudra qu'ils aient des certitudes quant aux droits différés dont, ce faisant, ils pourront bénéficier.

L'incident est clos.

La discussion des questions et interpellations est suspendu de 14 h 35 à 15 h 23.

06 Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le droit à une pension de survie en faveur des veuves de prêtres mariés" (n° 15170)

06.01 Benoît Drèze (cdH) : Les veuves et enfants éventuels de prêtres catholiques bénéficiant d'un traitement à charge du Trésor public sont exclus du champ d'application des pensions de survie, puisque le mariage leur est interdit par le droit canon, et leur fait quitter leur état de prêtre. Bien que légale, cette situation semble discriminatoire en comparaison avec d'autres cultes. Vous répondiez à M. Bacquelaine, le 17 mai 2005, que vous ne voyiez aucune objection à la reconnaissance d'un droit à une pension de survie en faveur des conjoints survivants et des orphelins de ceux qui se seraient mariés et décèderaient après la date d'entrée en vigueur d'une modification législative. Une telle modification aurait pour conséquence que le traitement des ministres du culte serait soumis à la retenue de 7,5 %, de la même manière que les traitements des fonctionnaires visés par la loi du 15 mai 1984. On pouvait difficilement concevoir que les services rendus en qualité de ministre du culte soient d'office pris en compte pour l'établissement de la pension de survie.

Une égalité de traitement entre tous les ministres des cultes actifs et pensionnés nécessiterait une intervention des autorités religieuses concernées, avec lesquelles vous vous proposiez de prendre contact.

Ce contact a-t-il eu lieu et quelles en sont les suites ?

06.02 Bruno Tobbacq, ministre (en français) : Il n'y a aucune objection à reconnaître un droit à une pension de survie en faveur du conjoint survivant, mais dans ce cas le traitement de ministre des cultes doit être

soumis à la retenue de 7,5 %, comme pour les fonctionnaires. On encaisserait donc une retenue dès le début de la carrière d'un curé qui, en principe, ne peut pas se marier, pour payer une pension de survie à sa veuve en principe inexistante.

Ne pouvant déterminer quel curé se mariera, on devrait effectuer cette retenue pour tous les curés, comme cela se fait dans les autres religions, — ou pour aucun. Les autorités religieuses estiment cette situation délicate, et on les comprend.

En tous cas, le prélèvement de cette cotisation ne serait possible que pour l'avenir et pour les services antérieurs à l'introduction de la retenue qui ne serait pas prise en compte pour la pension de survie.

Si l'on regarde la moyenne d'âge des curés actuellement en activité, la solution de retenir 7,5 % ne semble pas être la bonne.

Les autorités religieuses envisagent de trouver une solution dans le cadre de la conférence épiscopale. La création d'un fonds auprès de l'église catholique serait une alternative adéquate et éviterait de devoir modifier la loi.

06.03 Benoît Drèze (cdH) : Les personnes concernées savent maintenant à qui s'adresser.

06.04 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : À l'Église.

06.05 Benoît Drèze (cdH) : Il est effectivement délicat de faire vœu de chasteté tout en sachant que d'autres cotisent pour vous en cas de nécessité ! Il ne faut pas non plus cotiser pour tous les prêtres. Une autre piste consisterait, quand le problème apparaît, à cotiser avec effet rétroactif depuis le début de la carrière.

Les autorités religieuses accepteraient-elles, dans le cas d'un prêtre marié, de cotiser avec effet rétroactif depuis le début de sa carrière ?

06.06 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Je me suis dévotement incliné devant la sagesse consistant à créer un fonds.

L'incident est clos.

07 Question de M. Theo Kelchtermans au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la pension de survie de certaines veuves de pilotes" (n° 15106)

07.01 Theo Kelchtermans (CD&V) : Le ministre est au courant du problème des pensions de survie de certaines veuves de pilotes. J'ai déjà posé des questions à ce sujet à plusieurs reprises et j'espère aujourd'hui, en fin de législature, au moins obtenir une réponse positive ou un engagement pour l'avenir. Le ministre de la Défense a d'ailleurs, lui aussi, constaté qu'un certain nombre de pilotes auxquels il avait été demandé de mettre fin à leur carrière l'ont fait bien plus sous la contrainte que par libre choix.

Le ministre des Pensions est-il entre-temps arrivé à une conclusion sur l'injustice de cette situation pour les veuves de quelques pilotes dont la pension est jusqu'à 60 % inférieure à celle de tous les autres pilotes ?

07.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Ce problème ne date en effet pas d'hier. La Défense nationale devait nous fournir une confirmation de la situation passée réelle. La concertation a mené à un accord. Des mesures de correction seront prises pour les pilotes sous-officiers qui ont en fait été contraints de prendre une retraite anticipée entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1978.

Les modalités exactes de l'accord feront l'objet d'un projet de loi qui devra être déposé au cours de la prochaine législature. La reconnaissance de la situation réelle par la Défense et son acceptation par le département des Pensions est donc désormais sans équivoque.

07.03 Theo Kelchtermans (CD&V) : Je remercie le ministre pour cette réponse positive.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Véronique Salvi au ministre de l'Emploi sur "la preuve de l'envoi des avis et convocations de l'ONEm" (n° 15125)

08.01 Véronique Salvi (cdH) : L'ONEm convoque régulièrement les chômeurs de longue durée pour vérifier l'activation de recherche d'emploi. S'il ne donne pas suite à une première et à une deuxième convocation (envoyée par recommandé), le paiement de ses allocations est suspendu, et il se tourne généralement vers le CPAS pour obtenir un revenu d'intégration. Dans certains cas, il semble cependant que le chômeur n'ait jamais reçu de lettre recommandée.

Pour introduire une réclamation, La Poste réclame une copie du bordereau de dépôt de la lettre recommandée. Mais l'ONEm refuse apparemment systématiquement de donner ce bordereau et aucune réclamation ni aucun recours ne peuvent donc être introduits vis-à-vis de sa décision.

Estime-t-on que tous les chômeurs sanctionnés sont des fraudeurs ? Pourquoi l'ONEm ne fournit-elle pas les éléments nécessaires à la réclamation ? Cela lui permettrait de prouver que la sanction est justifiée, mais aussi au CPAS de récupérer les revenus d'intégration versés en cas de régularisation du chômage.

08.02 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Il est exact que dans le cadre de l'activation du comportement de recherche d'un emploi, le chômeur qui ne donne pas suite à la deuxième convocation sans motif voit le paiement de ses allocations suspendu. Il va de soi que lorsqu'il invoque la non réception de l'envoi recommandé, il est en droit d'obtenir de l'ONEm la copie du bordereau du dépôt de l'envoi réclamé par La Poste.

Le ministre n'a pas connaissance de cas de refus par l'ONEm de délivrer ce document et il vous invite, si vous êtes informée de cas concrets, à les lui communiquer.

En tout cas le chômeur peut obtenir la levée de la suspension en se présentant au bureau de chômage de l'ONEm (avec effet rétroactif si le chômeur se présente au bureau dans les 30 jours ouvrables et s'il accepte de souscrire un contrat avec le facilitateur de l'ONEm).

08.03 Véronique Salvi (cdH) : Nous avons reçu des réclamations de ce type dans l'arrondissement de Charleroi. Les CPAS sont de plus en plus confrontés à ce type de situation, chacun se renvoyant la balle : le chômeur estimant une chose et l'ONEm, une autre. Je ne manquerai pas de le signaler de manière précise.

Il faudrait que le ministre intervienne pour donner une information claire à l'ONEm en la matière.

L'incident est clos.

09 Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "les filières de faux chômeurs" (n° 15171)

09.01 Benoît Drèze (cdH) : La presse du 18 avril évoque une enquête portant sur environ 4.000 personnes ayant obtenu le bénéfice d'allocations de chômage suite à des prestations de travail fictives. La justice bruxelloise enquêterait sur trois filières de faux chômeurs. L'auditorat du travail aurait demandé au service anti-fraude de l'ONEm de procéder à l'audition de 400 personnes. A la suite d'informations dénonçant d'éventuelles complicités en milieu judiciaire, le juge aurait fait perquisitionner le greffe du tribunal de Bruxelles. La fraude porterait sur plusieurs millions d'euros, durerait depuis des années et impliquerait une centaine de sociétés.

Confirmez-vous ces informations ? À combien estimez-vous le nombre de faux chômeurs et le préjudice pour la sécurité sociale ? Que comptez-vous faire pour mettre fin à ces pratiques ?

09.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : L'ONEm n'a pas attendu un signal de la Justice pour prendre, en juillet 2006, l'initiative d'une enquête. Celle-ci a permis de détecter 591 firmes à examiner, qui occupent 6.565 travailleurs.

Les dossiers des travailleurs concernés sont actuellement analysés. Vu l'investissement important que nécessitent ces enquêtes, 217 dossiers de travailleurs doivent faire l'objet pour l'instant d'investigations supplémentaires. S'il s'avère que de faux chômeurs ont été utilisés, l'ONEm procédera à la récupération des allocations et infligera des sanctions administratives.

L'enquête en cours durera encore au moins un an. Contrairement aux informations parues dans la presse, jusqu'à présent, aucun fonctionnaire de l'ONEm n'est suspecté de corruption et aucune perquisition n'a eu lieu en son sein.

L'incident est clos.

10 Question de M. Benoît Drèze au ministre de l'Emploi sur "le service minimum dans les services au public" (n° 15177)

10.01 Benoît Drèze (cdH) : Interrogés par mes soins en 2005, les ministres Van den Bossche et Vanvelthoven m'avaient répondu qu'ils examineraient l'opportunité d'actualiser la loi de 1948, relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix, et demanderaient aux commissions paritaires qu'elles fassent leur travail ou l'actualisent par rapport à cette loi. Depuis lors, de nouvelles grèves ont eu lieu aux TEC sans service minimum.

Quel est l'état d'avancement de la réflexion au sein des commissions paritaires concernées ? Quelle serait votre attitude en cas de refus d'une commission paritaire de se mettre en régularité avec la loi de 1948 ? Cette loi doit-elle être actualisée ? Dans quel sens ?

10.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Le ministre Vanvelthoven a été très actif, mais la complexité et la sensibilité du thème amènent à fixer des priorités.

Ainsi, en ce qui concerne le milieu hospitalier, on a pu conclure avec les organisations syndicales ainsi qu'avec les employeurs et les gouverneurs de province un accord qui devrait éviter des scénarios de réquisition surréalistes et la surcharge des services de police. Il y a de sérieuses chances que la négociation au sein de la commission paritaire sur l'actualisation de l'accord de 1951 relatif aux prestations minimales aboutisse.

En ce qui concerne les transports publics, la commission compétente pour la Région flamande progresse.

Une intervention unilatérale du ministre après six mois d'inaction de la commission paritaire n'aurait pas de sens, ni politiquement ni sans doute juridiquement.

Le ministre est d'ailleurs convaincu que nous devons poursuivre au maximum nos efforts pour parvenir à un accord par consensus.

10.03 Benoît Drèze (cdH) : C'est à juste titre que le ministre fait référence au milieu hospitalier, où une solution a pu être trouvée par le biais de la commission paritaire, ce qui est de loin la meilleure solution. Nous

nous opposons d'ailleurs à la proposition du MR, qui court-circuite la concertation sociale.

Le risque existe, par ailleurs, si le ministre n'intervient pas au bout de six mois, de voir les usagers soutenir une privatisation du service public, qui n'est pas toujours fondée pour la bonne gestion du service. J'insiste pour que le ministre mette un peu de pression dans cette matière.

L'incident est clos.

Le **président** : Mmes Lahaye-Battheu et Lanjri et MM. Tommelein et T'Sjien sont apparemment absents.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 48.

De vergadering wordt geopend om 14.06 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de opmerkingen van het Rekenhof over de tweede aanpassing van de begroting 2007 inzake de sociale zekerheid" (nr. 15069)

01.01 Benoît Drèze (cdH): In het kader van zijn onderzoek naar de rekeningen van de aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 2007 merkt het Rekenhof op dat de kredieten die op de basisallocatie 55.22.34.06 (tegemoetkomingen aan personen met een handicap) staan ingeschreven, van 1.388,4 miljoen euro naar 1.391,1 miljoen euro gaan, op basis van vooruitzichten die stoelen op de groei die in 2006 werd vastgesteld. Het Rekenhof merkt ook op dat deze historische aanpak moet worden vervolledigd door rekening te houden met de recente evoluties inzake de stroom van dossiers en de behandelingstermijnen van de aanvragen. De vertragingen kunnen niet worden weggewerkt enkel en alleen door deze stijging.

Wat is uw reactie op deze opmerkingen? Bent u van plan maatregelen te nemen om de achterstand weg te werken en de behandelingstermijn van de aanvragen te verbeteren? Zo niet, moet hier een politieke wil achter worden gezien om op deze manier budgettaire besparingen te realiseren?

01.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (*Frans*): Het Rekenhof heeft dezelfde opmerking gemaakt in november 2006. Toch zegt het hoge aantal aanvragen, een bron van ongerustheid voor het Rekenhof, nog niets over hun gegrondheid of over hun financiële omvang. Bovendien is er dankzij de nieuwe procedures een betere controle mogelijk, wat zich vertaalt in een hoger aantal inkrimpingen of afwijzingen. Voorts is het zo dat de niet gebruikte kredieten in 2006, die bijgevolg zijn doorgeschoven naar 2007, begroot worden op 65 miljoen euro.

Ik heb op 21 maart jongstleden aan de Senaat de maatregelen uiteengezet die we genomen hebben om de behandelingstermijn van de dossiers te verkorten: met name een modernisering en vereenvoudiging van de werkwijze via Communit-e, en een medische beslissing op basis van stukken. Door een amendement dat ik heb voorgesteld bij de wet van 27 februari 1987 over de tegemoetkoming aan personen met een handicap, zal de wettelijke onderzoekstermijn teruggebracht worden op zeven maanden vanaf 1 januari 2008 en op zes maanden vanaf 1 januari 2009. Hier steekt geen budgettaire besparingslogica achter, want elke keer dat de wettelijke termijn overschreden wordt, moeten er nalatigheidintresten betaald worden.

01.03 Benoît Drèze (cdH): Als ik u goed begrepen heb, zit het zo: wanneer de dossiers sneller worden behandeld, wordt de achterstand licht ingelopen en lopen de kosten op, maar zijn er tegelijkertijd ook meer verwerpingen en verminderingen, wat de kosten dan weer drukt.

01.04 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (*Frans*): Een ding is zeker : we doen al het nodige om de afhandelingstermijn van de dossiers te beperken, dankzij een grondige controle en het inzetten van meer middelen voor de behandeling van de dossiers. Het gaat hier niet om een financieringsprobleem.

01.05 Benoît Drèze (cdH): We zullen er blijven op toezien dat de dossiers zo snel mogelijk worden afgewerkt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14824 van mevrouw D'hondt werd ingetrokken. Vraag nr. 15118 van mevrouw Galant werd omgezet in een schriftelijke vraag.

02 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van medisch noodzakelijke tandheelkundige ingrepen" (nr. 15140)

02.01 Roel Deseyn (CD&V): Indien het niet mogelijk is om een tand te vervangen door een tandheelkundige ingreep of de orthodontie, moet men een beroep doen op implantaten.

Het plaatsen van een implantaat wordt niet terugbetaald omdat men ervan uitgaat dat esthetische ingrepen niet noodzakelijk zijn. Soms is het plaatsen van een implantaat echter medisch noodzakelijk. Ondanks een goede verzorging en opvolging van preventieadvies kan er extreem botverlies optreden waardoor een prothese niet mogelijk is. Voor dergelijke patiënten zouden implantaatgedragen uitneembare prothesen moeten worden terugbetaald, zoals nu reeds in Nederland gebeurt.

Is de minister op de hoogte van deze situatie? Kunnen implantaten worden terugbetaald indien zij de enige medische oplossing vormen? Wil de minister zich engageren om dit terugbetaalbaar te maken?

02.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Nederlands): Momenteel wordt er reeds voorzien in een tussenkomst voor tandimplantaten geplaatst door een stomatoloog, maar enkel onder zware, medische voorwaarden. Enkel patiënten met een aangeboren misvorming of met een ernstige verminking ten gevolge van een trauma of een tumor komen hiervoor in aanmerking. Voor de uitneembare prothese bestaat er voorlopig geen tussenkomst. Reeds in 2003 werd ervoor gepleit om in een tussenkomst te voorzien voor de plaatsing van implantaten in de kinregio om een uitneembare, volledige prothese te verankeren. Deze behandeling werd weerhouden in de behoeftelijst voor 2008, maar de uitvoering hangt af van de budgettaire mogelijkheden in de begroting van 2008.

02.03 Roel Deseyn (CD&V): Bij tumoren en aangeboren afwijkingen zou een deel van de kosten al kunnen worden teruggevorderd. Patiënten met een extreem botverlies kampen met zware fysieke en sociale beperkingen. Gezien de minieme budgettaire weerslag en het feit dat de tandheelkundigen dit zelf op de behoeftelijst plaatsten, pleit ik voor een tegemoetkoming, eventueel nog dit jaar.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vraag nr. 15154 van mevrouw Taelman wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

03 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de uitoefening van een activiteit als vrijwilliger door iemand die arbeidsongeschikt is" (nr. 15176)

03.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Overeenkomstig de aanpassing die door de vrijwilligerswet van 3 juli 2005 werd aangebracht aan artikel 100 § 1 van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorgingen en uitkeringen, wordt vrijwilligerswerk niet beschouwd als werk en is het dus cumuleerbaar met uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid - althans voor zover de adviserende geneesheer vaststelt dat de vrijwilligersactiviteit verenigbaar is met de algemene gezondheidstoestand van de betrokkene. Het is echter onduidelijk of zij ook een onkostenvergoeding mogen ontvangen.

Is de onkostenvergoeding als vrijwilliger al dan niet cumuleerbaar met het recht op uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid?

03.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Nederlands): Vrijwilligerswerk wordt inderdaad niet beschouwd als werk volgens de wet op de verzekeringsuitkeringen. Wanneer de raadgevend geneesheer het vrijwilligerswerk als verenigbaar met de gezondheidstoestand beschouwt, mag een werkonbekwame dit uitoefenen en de in de wet voorziene compensatie ontvangen zonder dat dit zijn vergoeding beïnvloedt.

Ik vraag aan de dienst uitkeringen van het Riziv om na te gaan of deze bepaling wel degelijk wordt toegepast.

03.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): De minister bevestigt de verenigbaarheid mits toestemming van de adviserend geneesheer. Vormt het feit dat men een vergoeding krijgt een beletsel om vrijwilligerswerk uit te

oefenen als men arbeidsongeschikt is? Kan de minister, gezien het einde van de regeerperiode in zicht is, mij schriftelijk verduidelijken hoe de vork aan de steel zit? Er worden daarover heel wat vragen gesteld op het terrein.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de vraag om terugbetaling van Gardasil bij de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen" (nr. 15150)

04.01 Colette Burgeon (PS): De laboratoria Sanofi & Merck hebben een vaccin tegen het humaan papillomavirus (HPV) ontwikkeld dat zijn doeltreffendheid heeft bewezen in een aantal klinische tests.

Op 5 april diende het bedrijf een aanvraag tot terugbetaling in bij het Riziv.

Op 25 april diende hetzelfde bedrijf een aanvraag in bij het ministerie van Economische Zaken teneinde de prijs van het geneesmiddel te bepalen. Het advies van de Hoge Gezondheidsraad wordt tegen de maand mei verwacht.

Binnen welke termijn zal de CTG zich over Gardasil uitspreken? Is een terugbetaling aan honderd procent mogelijk voor meisjes van 9 tot 26 jaar (ongeveer 553.000 personen), wetende dat het vaccin, waarvan drie dosissen moeten worden toegediend, 412,20 euro kost?

04.02 Staatssecretaris Gisèle Mandaila Malamba (Frans): De heer Demotte antwoordt dat de maximale wettelijke termijn tussen de indiening van een aanvraag tot terugbetaling en de kennisgeving aan de aanvrager 180 dagen bedraagt. Ik kan niet vooruitlopen op de beslissingen van de CTG. Gewoonlijk wordt een terugbetalingspercentage van 75 procent toegestaan. De terugbetalingsvoorwaarden voor het vaccin dienen tevens met de Gemeenschappen en de Gewesten te worden besproken daar zij voor de gezondheidspreventie bevoegd zijn.

04.03 Colette Burgeon (PS): Dat vaccin moet beschikbaar worden voor jonge meisjes omdat het op termijn tot besparingen in de sociale zekerheidssector kan leiden.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "pensioenregularisaties" (nr. 14869)

05.01 Greta D'hondt (CD&V): De kwestie van de aanvullende pensioenen voor contractuelen is blijkbaar niet geregeld geraakt tijdens deze regering.

05.02 Minister Bruno Tobbacq (Nederlands): Op het Overlegcomité vanmorgen werden afspraken gemaakt om de onderhandelingsprocedure te starten.

05.03 Greta D'hondt (CD&V): Het probleem van de pensioenregularisaties is een oud zeer. Sommige mensen stellen op het einde van hun loopbaan, bij het ontvangen van hun pensioenberekening, vast dat uit de periodes die zij vroeger hebben geregulariseerd door het betalen van eigen bijdragen, geen pensioenrechten voortvloeien omdat hun loopbaan bijvoorbeeld al volledig is. Zij hebben die bijdragen dus voor niets betaald, wat niet altijd goed valt. De ombudsdienst Pensioenen is van mening dat deze bijdragen terugbetaald moeten worden. De administratie neemt echter een aarzelende houding aan.

Op welke rechtsgrond is de betwisting tussen de administratie en de ombudsdienst gebaseerd? Vindt de minister het aanvaardbaar dat de te veel gestorte bijdragen opnieuw aan de rechthebbende worden overgemaakt?

05.04 Minister Bruno Tobbacq (Nederlands): Artikel 7 van het KB van 21 december 1967 voorziet nergens in de mogelijkheid tot terugbetaling van de regularisatiebijdragen. De ombudsdienst Pensioenen doet daarom

in zijn jaarverslag van 2005 de aanbeveling de reglementering eventueel aan te passen.

De reden voor het ontbreken van deze rechtsgrond voor terugbetaling is waarschijnlijk dat regularisaties soms gebeuren tot dertig jaar voor de normale pensioenleeftijd. Een realistische regularisatie dertig jaar na datum is in de praktijk volgens mij haast onuitvoerbaar. Bovendien zijn de belastingvoordelen die hierdoor in die tijd werden genoten, niet meer te verrekenen. Deze fiscale aspecten moeten in elk geval worden onderzocht door de minister van Financiën.

Iedereen die een aanvraag tot regularisatie doet, wordt er uitdrukkelijk op gewezen dat het pensioenbedrag door de regularisatie niet noodzakelijk hoger zal worden. Zo weet elke betrokkene dat het om een berekend risico gaat, aangezien het door de berekeningsregels, de cumulatieregels en de eenheid van loopbaan niet vaststaat wat het resultaat zal zijn.

Ik wil eventueel nog terugkijken tot het moment waarop de communicatie hierover niet zo duidelijk was, maar dan moet er in de eerste plaats een oplossing komen voor de fiscale knelpunten.

05.05 Greta D'hondt (CD&V): Regularisaties leiden dus niet altijd tot een voordeliger pensioen, maar dat was vroeger niet altijd zo duidelijk. Dit moet worden bekeken.

Ik geef nog een ander voorbeeld. Mensen die loopbanen cumuleren, en die dus meerdere pensioenbijdragen betalen, stellen dan later vast dat ze in verhouding veel minder krijgen dan ze verwacht hadden.

Dit zijn in het licht van de vergrijzing grote uitdagingen. Mensen mogen niet het gevoel krijgen dat pensioenbijdragen een soort lotto zijn, waarmee men misschien ooit iets wint. Als men mensen wil aanzetten om lang actief te blijven, zullen ze toch zekerheid moeten hebben over de uitgestelde rechten die ze daaruit puren.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 14.35 uur tot 15.23 uur.

06 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het recht op een overlevingspensioen voor weduwen van gehuwde priesters" (nr. 15170)

06.01 Benoît Drèze (cdH): De weduwen en eventuele wezen van katholieke priesters die een wedde ten laste van de Schatkist ontvingen, hebben geen recht op een overlevingspensioen, omdat ze volgens het canoniek recht niet mogen huwen en als dat toch gebeurt, hun priesterschap moeten opgeven. Hoewel die toestand wettelijk in orde is, lijkt die toch ten opzichte van de andere erediensten een discriminatie in te houden. Op 17 mei 2005 heeft u de heer Bacquellaine geantwoord dat u er geen bezwaar tegen had om de langstlevende echtgenoten en de wezen van de priesters die gehuwd zouden zijn en zouden overlijden na de datum van de inwerkingtreding van een wetswijziging, het recht op een overlevingspensioen toe te kennen. Door een dergelijke wijziging zou er van de wedde van de bedienaars van de eredienst 7,5 procent worden afgehouden, zoals dat het geval is voor de ambtenarenwedden bedoeld in de wet van 15 mei 1984. Men kon zich moeilijk voorstellen dat de diensten van bedienaar van de eredienst ambtshalve in aanmerking zouden worden genomen voor de vaststelling van het overlevingspensioen.

Om alle werkende en gepensioneerd bedienaren van de erediensten op dezelfde wijze te behandelen zouden de betrokken religieuze overheden een initiatief moeten nemen. U had voorgesteld dat u daarover met hen contact zou opnemen.

Is dat ondertussen gebeurd en tot wat heeft het overleg geleid?

06.02 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Er is geen enkel bezwaar tegen het toekennen van een overlevingspensioen aan de overlevende echtgenoot, maar in dat geval moet het loon van de bedienaar van de eredienst onderworpen worden aan een voorheffing van 7,5 procent, zoals bij de ambtenaren. We zouden dus een voorheffing instellen vanaf het begin van de loopbaan van de geestelijke, die, in principe, niet kan

trouwen, om een overlevingspensioen te betalen aan een in principe onbestaande weduwe.

Aangezien we niet kunnen uitmaken welke priester zal trouwen, zouden we die inhouding moeten toepassen voor alle priesters, net zoals dat gebeurt voor de andere godsdiensten, - of voor geen enkele. De kerkelijke overheden beschouwen die oplossing als erg delicaat – en wij kunnen dat begrijpen.

In ieder geval zou de heffing van die bijdrage slechts mogelijk zijn voor de toekomst en voor de diensten voorafgaand aan de invoering van de bijdrage, die niet in aanmerking zou worden genomen voor het overlevingspensioen.

Als we naar de gemiddelde leeftijd kijken van de priesters die op dit moment actief zijn, lijkt de oplossing om 7,5 procent in te houden niet de juiste oplossing.

De kerkelijke overheden streven ernaar om een oplossing te vinden in het kader van de bisschopsconferentie. De oprichting van een fonds bij de katholieke kerk zou een aangepaste oplossing kunnen zijn waardoor een wetwijziging bovendien overbodig wordt.

06.03 Benoît Drèze (cdH): De betrokken personen weten nu tot wie ze zich moeten wenden.

06.04 Minister Bruno Tobback (*Frans*): Tot de Kerk.

06.05 Benoît Drèze (cdH): Het is inderdaad delicaat de kuisheidsgelofte af te leggen in de wetenschap dat anderen voor u bijdragen betalen in geval van nood! Men moet ook geen bijdrage betalen voor alle priesters. Een ander denkspoor zou erin bestaan, wanneer het probleem zich voordoet, een retroactieve bijdrage vanaf het begin van de loopbaan te betalen.

Zouden de kerkelijke overheden, in het geval van een gehuwde priester, erin toestemmen retroactief bij te dragen vanaf het begin van zijn loopbaan?

06.06 Minister Bruno Tobback (*Frans*): Ik heb devoot gebogen voor de wijsheid een fonds op te richten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Theo Kelchtermans aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het overlevingspensioen van sommige weduwen van piloten" (nr. 15106)

07.01 Theo Kelchtermans (CD&V): De minister is op de hoogte van de problematiek van de overlevingspensioenen van sommige weduwen van piloten. Ik heb hierover meermaals vragen gesteld en hoop nu, op het einde van deze regeerperiode, uiteindelijk toch een positief antwoord te krijgen of een engagement voor de toekomst. Ook de minister van Defensie kwam trouwens tot de vaststelling dat een aantal piloten aan wie werd gevraagd hun loopbaan te beëindigen, dit veeleer deden onder dwang dan uit vrije wil.

Is de minister van Pensioenen inmiddels tot een conclusies gekomen over de onrechtvaardigheid tegenover de weduwen van enkele piloten die daardoor tot 60 procent minder pensioen krijgen dan alle andere piloten?

07.02 Minister Bruno Tobback (*Nederlands*): De problematiek dateert inderdaad niet van gisteren. Er moest vanwege Landsverdediging een bevestiging komen over de reële situatie in het verleden. Het overleg leidde tot een akkoord. Er zullen correctiemaatregelen worden genomen voor de onderofficieren-piloten die tussen 1 januari 1976 en 31 december 1978 eigenlijk werden gedwongen om hun pensioen vervroegd op te nemen.

De juiste modaliteiten van het akkoord en de uitwerking ervan zullen het voorwerp uitmaken van een wetsontwerp dat tijdens de volgende regeerperiode moet worden ingediend. De erkenning van de reële situatie door Landsverdediging en het accepteren ervan door Pensioenen staat nu dus ondubbelzinnig vast.

07.03 Theo Kelchtermans (CD&V): Dit is een positief antwoord waarvoor ik de minister dank.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Véronique Salvi aan de minister van Werk over "het bewijs van verzending van de waarschuwingen en oproepingen van de RVA" (nr. 15125)

08.01 Véronique Salvi (cdH): De RVA roept regelmatig langdurige werklozen op om na te gaan of ze actief werk zoeken. Indien de werkloze noch op de eerste, noch op de tweede oproepingsbrief reageert (die hem per aangetekend schrijven worden toegestuurd), wordt de uitbetaling van de werkloosheidsuitkeringen geschorst en wendt hij zich doorgaans tot het OCMW om een leefloon te vragen. Soms heeft de werkloze echter nooit enig aangetekend schrijven ontvangen.

Aan wie een klacht wenst in te dienen, vraagt De Post een kopie van het afgifteborderel van de aangetekende zending. De RVA blijkt dat echter systematisch te weigeren en tegen zijn beslissing kan dus geen klacht of beroep worden ingediend.

Gaat men ervan uit dat alle gestrafte werklozen fraudeurs zijn? Waarom bezorgt de RVA de werkloze niet de voor zijn klacht noodzakelijke stukken? Zo zou de RVA enerzijds kunnen bewijzen dat de sanctie gegrond was, maar zou het OCMW ook het leefloon kunnen terugvorderen indien de werkloosheidsuitkeringen achteraf zouden worden geregulariseerd.

08.02 Minister Bruno Tobback (Frans): Het klopt dat in het kader van de activering van werklozen om op zoek te gaan naar een baan, de uitbetaling van werkloosheidsvergoedingen van werklozen die zonder geldige reden weigeren gevolg te geven aan de tweede convocatie kan worden geschorst. Het spreekt vanzelf dat wanneer de betrokkene beweert de aangetekende brief niet te hebben ontvangen, hij het recht heeft de RVA te vragen hem een kopie te bezorgen van het door De Post opgemaakte borderel van indiening van de verzending.

De minister heeft geen kennis van gevallen van weigering van de RVA om dat document af te geven en verzoekt u, indien u op de hoogte bent van concrete gevallen, hem die te melden.

De werkloze kan hoe dan ook de opheffing van de schorsing vragen door zich aan te melden bij het werklozenbureau van de RVA (met terugwerkende kracht wanneer de werkloze zich in het bureau aanmeldt binnen dertig werkdagen en hij ermee instemt een contract met de RVA-facilitator te ondertekenen).

08.03 Véronique Salvi (cdH): Wij hebben dergelijke klachten ontvangen in het arrondissement Charleroi. De OCMW's worden almaar vaker met dat soort situaties geconfronteerd, waarbij eenieder de bal naar elkaar terugkaatst: de werkloze heeft een welbepaalde mening en de RVA een andere. Ik zal niet nalaten om precieze gegevens door te spelen.

De minister moet actie ondernemen en de RVA duidelijk informeren.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de minister van Werk over "netwerken van nepwerklozen" (nr. 15171)

09.01 Benoît Drèze (cdH): In de kranten van 18 april wordt er verwezen naar een onderzoek naar ongeveer vierduizend mensen die op grond van nepprestaties een werkloosheidsvergoeding ontvingen. Het Brusselse gerecht zou drie netwerken van nepwerklozen in het vizier hebben. Het arbeidsauditoraat zou aan de fraudebestrijdingsdienst van de RVA gevraagd hebben om vierhonderd personen te verhoren. Wegens de mogelijke betrokkenheid van gerechtelijke milieus zou de rechter een huiszoeking bij de griffie van de rechtbank te Brussel bevolen hebben. De fraude zou meerdere miljoenen euro bedragen, al verscheidene jaren aan de gang zijn en er zouden een honderdtal bedrijven in verwickeld zijn.

Kan u die informatie bevestigen? Hoeveel nepwerklozen zijn er volgens u? Hoeveel schade heeft de sociale zekerheid opgelopen? Wat zal u doen om een einde te stellen aan die praktijken?

09.02 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): De RVA heeft niet op een teken van Justitie moeten wachten om in juli 2006 een onderzoek te starten. In het kader van dat onderzoek werden er 591 bedrijven met 6.565 werknemers voor verder onderzoek geïdentificeerd.

De dossiers van de betrokken werknemers worden momenteel onderzocht. Omdat die onderzoeken veel inzet vergen, wordt er thans in 217 dossiers van werknemers nog bijkomend onderzoek verricht. Als blijkt dat er nepwerklozen aan het werk werden gezet, zal de RVA de uitkeringen teruggeisen en administratieve straffen opleggen.

Het lopende onderzoek zal minstens nog een jaar duren. In tegenstelling tot wat in de pers werd beweerd, werd er tot heden geen enkele RVA-ambtenaar van corruptie verdacht en vond er bij de RVA geen huiszoeking plaats.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer **Benoît Drèze** aan de minister van Werk over "de minimumdienst bij de dienstverlening aan het publiek" (nr. 15177)

10.01 **Benoît Drèze** (cdH): Toen ik hen in 2005 ondervroeg, antwoordden de ministers Van den Bossche en Vanvelthoven me dat ze zouden nagaan of het opportuun was om de wet van 1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vredetijd te updaten. Ze zouden er tevens bij de paritaire comités op aandringen dat ze hun werk zouden doen of hun werkmethode aan die wet zouden aanpassen. Sindsdien zijn bij de TEC echter nieuwe stakingen uitgebroken zonder dat er een minimale dienstverlening werd verzekerd.

Hoe staat het met het overleg binnen de betrokken paritaire comités? Hoe zou u reageren mocht een paritair comité weigeren om zijn werkmethode met de wet van 1948 in overeenstemming te brengen? Moet die wet worden geüpdatet? Zo ja, in welke zin?

10.02 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): Minister Vanvelthoven heeft hard gewerkt, maar de complexiteit en de gevoeligheid van het onderwerp nopen tot het vastleggen van bepaalde prioriteiten.

Wat betreft de ziekenhuiswereld, hebben we met de vakbondsorganisaties en met de werkgevers en de provinciegouverneurs een akkoord kunnen afsluiten waardoor we absurde opvorderingsscenario's en de overbelasting van de politiediensten zullen kunnen vermijden. Er is veel kans dat de onderhandelingen binnen het paritair comité over de vernieuwing van het akkoord van 1951 over de minimumprestaties met succes zullen worden afgerond.

Inzake het openbaar vervoer boekt de commissie bevoegd voor het Vlaams Gewest goed vooruitgang.

Een éézijdige tussenkomst van de minister na zes maanden van inactiviteit in het paritair comité zou zinloos zijn, zowel politiek als juridisch wellicht.

De minister is er trouwens van overtuigd dat we ons verder maximaal moeten inspannen om via consensus een akkoord te kunnen afsluiten.

10.03 **Benoît Drèze** (cdH): De minister verwijst terecht naar de ziekenhuizen waar een oplossing kon worden gevonden via het paritair comité, wat veruit de beste oplossing is. Wij verzetten ons trouwens tegen het voorstel van de MR dat het sociaal overleg buitenspel zet.

Bovendien bestaat het risico, indien de minister na zes maanden niet optreedt, dat de gebruikers een privatisering van de openbare dienst gaan steunen, die niet altijd gegrond is voor het goed beheer van de dienst. Ik dring erop aan dat de minister een beetje druk zet in deze.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De dames Lahaye-Battheu en Lanjri, en de heren Tommelein en T'Sijen zijn blijkbaar afwezig.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.48 uur.